

Chapter 4

Sept grandes questions auxquelles est confrontée la politique africaine

L'espace et le temps disponible pour la préparation de ce papier ne permettent même pas de faire de courts portraits des fragments nationaux ou territoriaux de l'Afrique que sont les Etats africains (Meredith 2005). Nous ne pouvons pas traiter tous les problèmes confrontés par la politique africaine aujourd'hui. Nous avons choisi sept que nous croyons être parmi les plus importants. La direction que prend la transformation des rapports de terre, souvent en faveur des étrangers qui bénéficient des contrats d'exploitation de très longue durée, allant parfois jusqu'à 30 ans - l'espérance moyenne de vie de l'Africain, les rapports d'esprit et de la culture ; les rapports de savoir, les rapports de loisirs, bref, les rapports sociaux en Afrique amènent à l'esprit la question suivante : à qui appartiendra l'Afrique, demain ?

Le peuple africain de plus en plus composé de réfugiés, de déplacés de guerres, de porteurs de maladies incurables inquiétantes, d'affamés sur un sol exceptionnellement riche, de gens de « bateaux » fuyant l'Afrique pour mourir en mer, etc., sera-t-il capable d'être le sujet usuel de son histoire ? Cette question nous a guidé à choisir les problèmes à traiter :

- 1) la recherche de la paix durable (locale, régionale, continentale et mondiale) ;
- 2) la construction de la démocratie participative opposée ou en plus de celle élitiste de la seule classe dite politique ;
- 3) la recherche de la solution appropriée à la question nationale (intégration territoriale du fragment national, intégration régionale ou continentale) ;
- 4) la recherche d'un développement endogène pro-peuple (compétitif, maîtrisant la donne de la mondialisation) ;

- 5) le problème de l'identité culturelle et surtout d'acquisition de la maturité spirituelle ;
- 6) la recherche d'un leadership africain avec une vision et une volonté politique capable de solutionner ces problèmes) ; et
- 7) la contribution africaine à la recherche de l'alternative à ce qui paraît être une crise de la civilisation capitaliste qui domine le monde. Tous ces problèmes sont interconnectés, ils constituent les aspects des conditions de l'émancipation africaine aujourd'hui.

La recherche de la paix durable

Pourquoi tant de conflits en Afrique (dans la région des grands lacs, en Afrique australe, en Afrique Centrale - Tchad, République Centrafricaine, Congo populaire -, en Afrique du nord - Soudan, Algérie, Sahara -, Afrique occidentale - Libéria, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, etc. ; en Afrique orientale - Ethiopie, Somalie, Erythrée, Kenya) ? Comment les gens essayent-ils de les résoudre ? Nous allons utiliser l'exemple de la République Démocratique du Congo, dans la région des grands lacs⁷.

Depuis qu'elle a eu son indépendance nationale, la RDC est en crise sans fin. Il faut même remonter jusqu'à la phase initiale de sa création par des guerres des conquêtes coloniales, son histoire a été marquée par un processus de crises. Hochschild (1998) examine ce qu'il appelle « l'holocauste oublié » pendant la période de l'Etat Indépendant du Congo, la phase initiale du pays. Ici les conflits s'expriment en guerres opposant les conquérants coloniaux, les esclavagistes arabisants et les populations et des fragments d'Etats en crise résistants les conquêtes. Ils se résolvent par la création forcée d'un « Etat », décidé par l'accord des puissances impérialistes à la Conférence internationale sur le Congo à Berlin (1884-1885). Les esclavagistes sont battus et les populations autochtones sont conquises. C'est un cas, dans la typologie de Cheikh Anta Diop (1981) sur la formation des Etats dans l'histoire, de la formation de l'Etat par conquêtes. Les conquérants n'ont pas exterminé les conquis parce qu'ils en ont eu besoin pour piller les ressources. Mais l'organisation du travail de l'économie dite de cueillette reposant sur la force brute - coupure des têtes ou des mains des travailleurs forcés ne remplissant pas le montant exigé - de caoutchouc ou d'ivoire - entraîna une réduction de la population estimée à 20 millions (1885) à 8 millions (1908). Cela donna naissance

éventuellement, suite à un grand mouvement international de protestation plus ou moins dirigé par Edmund D. Morel, à un Etat colonial dont la terreur répressive à l'endroit des colonisés sera adoucie par un paternalisme raciste.

Comme pour l'abolition de l'esclavage, les esclavagistes étaient compensés pour avoir perdu les esclaves mais aucune compensation ou indemnisation n'étaient envisagées pour les esclaves. Aucune réparation retenue pour les victimes de l'holocauste Léopoldien, mais la Belgique, elle, a eu la colonie pour compensation.

Bien que les colonialistes belges aient retenu comme politique de civilisation de ne pas former des élites, « pas d'élites pas de troubles », la colonisation fut marquée par beaucoup de troubles et de conflits : des mutineries au sein de la Force Publique, organisées comme armée d'occupation pour tenir les colonisés à l'œil, des grèves violemment réprimées et surtout dès 1921, un mouvement prophétique exigeant la libération politique et spirituelle des Congolais, etc. avaient eu lieu.

Le mouvement prophétique était dirigé par Kimbangu Simon et d'autres prophètes dont Ntwalani Thomas, Filipino Mbumba, Matai Muanda. En six mois (avril-septembre 1921) les fondements politico-idéologiques de la colonie étaient ébranlés – du moins dans la partie occidentale de la colonie. Les travailleurs des entreprises avaient déserté, les hôpitaux étaient vidés des malades, les Eglises coloniales avaient perdu des croyants. Un état d'exception était proclamé, une répression était organisée et une arrestation massive était faite. Au moins 38 000 des prophètes et leurs disciples étaient déportés vers les autres parties de la colonie. Les dirigeants étaient jugés par un Conseil de guerre. Kimbangu Simon sera condamné à mort, puis sa peine sera commuée à un emprisonnement à perpétuité. Il mourra en prison après 30 ans de servitude pénale, accusé de xénophobie à l'endroit des Blancs à qui il prédisait leur départ. C'est le prisonnier politique africain qui est resté le plus longtemps en prison. Beaucoup de ces « *ntumwa* » étaient morts en prison et ceux qui fuyaient la persécution en brousse. Près du village Kindiati (Kongo Central), 1 062 personnes, se cachant dans un tunnel, sont mortes suite à l'éboulement.

L'indépendance nationale fut octroyée précipitamment. Il fallait surprendre ou prendre de vitesse les colonisés qui s'organisaient pour arracher l'indépendance. Ceux-ci n'ont pas eu le temps pour développer un minimum nécessaire des capacités (surtout politique et spirituelle) pour maîtriser les exigences de l'indépendance nationale, surtout durant l'épo-

que de la Guerre froide. Quatre jours seulement après la proclamation de l'indépendance, le 30 juin 1960, il y a eu une crise : une mutinerie de la Force Publique et des grèves ouvrières importantes ont eu lieu. Cela ouvrira une histoire postcoloniale marquée de conflits récurrents.

Il y a eu un dérapage général : les nouveaux dirigeants paniqués, sans boussole, naviguaient à vue ; les colonialistes belges partants, pris à partie par les mutins, interviennent militairement et l'Occident soupçonneux des Communistes russes pouvant profiter de la crise pour vite entrer au centre de l'Afrique, à travers l'ONU, entre autres invités, précipitamment par le gouvernement Lumumba, cherche à contrôler la situation en traquant les possibles sympathisants des Communistes pour les éloigner du pouvoir. Le premier Premier Ministre Patrice E. Lumumba et d'autres nationalistes sont ciblés. La décision d'éliminer Lumumba, par exemple, est prise dans les hautes sphères des Etats américain et belge (Wamba dia Wamba 2005). Les sécessions (du sud Kasai et du Katanga) sont provoquées et discrètement soutenues par certaines puissances occidentales pour casser le gouvernement de Lumumba. Les fonctionnaires belges, retenus dans l'Administration publique, quittent ainsi que les officiers belges la Force Publique devenue l'Armée Nationale Congolaise.

Lumumba, comme chef du gouvernement, ne se rend pas clairement compte de la gravité de la situation mondiale. Il met sa confiance dans l'ONU pour s'opposer à la Belgique, membre plus influent dans l'ONU que le Congo. En invitant l'intervention de l'ONU au Congo, c'est comme si pour contrer un ennemi, on invite d'autres ennemis possibles. Lorsqu'on pourchasse un serpent, il ne faut pas faire tomber tout le building ; le serpent qui disposerait alors de plus de cachettes rebondirait de temps en temps. En plus, Lumumba se montre très intransigeant - conformément à la position nationaliste - ; il utilise une mauvaise tactique, celle de menacer de faire appel à l'URSS si l'Occident ne l'aide pas. Il est vite perçu par les dirigeants occidentaux (le Directeur de la CIA, Allan Dulles, par exemple, qui pensait que Lumumba était comme Fidel Castro si pas pire). comme des procommuniste. Les occidentaux veulent, à tout prix, préserver leurs intérêts et privilèges au Congo et sont prêts à écarter tous ceux qui y porteraient atteinte.

Très vite donc, sur le terrain, le conflit oppose les forces pro-occidentales (fortement soutenues par l'Occident) à celles se disant nationalistes soupçonnées par l'Occident, d'avoir des sympathies communistes et ne recevant un peu de soutien que des pays se disant non-alignés. Cette

opposition conduit à la balkanisation du pays en 4 centres politiques : Léopoldville, Elisabethville, Stanleyville et Bakwanga.

Comment résoudre le conflit et ramener la paix ? L'assassinat de Lumumba et d'autres nationalistes n'a fait qu'aggraver le conflit. Le conflit est, comme par le passé, devenu international. L'Occident pense que ses intérêts ne peuvent être préservés au Congo que si le Congo indépendant reste aux mains de leurs alliés (marionnettes), des forces congolaises pro-occidentales ; il ne s'occupe pas de la légalité ni des intérêts de la majorité des Congolais⁸ ; il faut que les intérêts occidentaux priment sur ceux des Congolais – et s'ils sont en contradiction, c'est vraiment dommage ! Pour l'Occident, résoudre le conflit c'est rétablir le contrôle sur le Congo, c'est priver les nationalistes lumumbistes du pouvoir. C'est pourquoi, les nationalistes penseront qu'il faut relancer la lutte pour la *Deuxième Indépendance*. La position de l'Occident est perçue comme une volonté de la recolonisation du pays : « avant l'Indépendance = après l'Indépendance⁹ ».

Pour persuader les Congolais de soutenir leurs positions, les occidentaux utilisent les méthodes suivantes : l'achat des consciences par des menaces et par une distribution d'argent (par le comité pour l'effort d'éliminer Lumumba, par exemple) – c'était une des racines de la corruption généralisée au Congo ; l'envoi des présumées élites congolaises dans des voyages en Occident ; le soutien financier et militaire aux forces de l'Etat qui leur sont favorables ; l'intellectualité politique par des conseils (les agents d'intelligence occidentaux sur le terrain, comme L. Devlin¹⁰, se font des intellectuels organiques des forces pro-occidentales) ; l'utilisation des mercenaires (comme Bob Denard et Mike Hoare) sans aucun respect de la vie des Congolais ; le contrôle de l'ONUC, l'intervention onusienne invitée par le gouvernement Lumumba. Mike Hoare est reporté avoir déclaré : « Tuer des communistes, c'est comme tuer de la vermine. Tuer des nationalistes africains, c'est comme tuer des animaux. Je n'aime ni les uns, ni les autres. Mes hommes et moi-même avons tué entre 5 000 et 10 000 rebelles Congolais. Mais cela ne suffit pas. Il y a 14 millions de Congolais, vous savez, et je suppose qu'environ la moitié d'entre eux sont des rebelles » (Devlin 2007).

La résolution du conflit, ainsi conditionnée, devait traîner et était, en fait, unilatérale. Elle reposait sur *might is right* – la raison du plus fort est toujours la meilleure. La résolution de cette sorte ne s'est jamais terminée par une *réconciliation nationale avec vérité ni un partage du pouvoir équilibré*. Le conflit n'est donc pas résolu ; il est retardé ou forcé d'aller sous

terrain. La radicalisation des exigences (occidentales) qu'incarnent les forces congolaises pro-occidentales amènera au coup d'Etat (1960, 1965), comme une autre méthode pro-occidentale de la résolution du conflit. Ces forces ont tiré la leçon suivante de cette résolution : « Si vous voulez arriver au pouvoir au Congo, vous devez vous faire aimer à Washington, à Bruxelles, à Paris et à Londres ». En l'absence d'une vraie réconciliation avec vérité entre les forces pro-occidentales et les forces dites nationalistes, la crise qui fomenté les conflits ne peut pas être résolue.

L'intérêt national congolais n'est ni articulé ni considéré. Cette sorte de résolution n'amène pas à la paix durable. En appuyant un groupe des Congolais contre un autre, on ne fait que diviser davantage la société. Ce qui amène à transformer les différences en discriminations et celles-ci ensuite en conflits. L'élite, forcée d'être divisée, n'a pas le temps de penser sur ce que devrait être *l'articulation, favorable au pays et sa majorité populaire, de l'intérêt (ou les intérêts) des puissances occidentales avec l'intérêt national congolais, dans chaque conjoncture.*

Quels devaient être les intérêts occidentaux en cette conjoncture ? Nous pouvons avancer les hypothèses suivantes : l'intérêt géostratégique, celui de maintenir le contrôle sur l'Afrique, garder celle-ci dans le giron de l'Occident, c'est-à-dire dans le camp occidental de la Guerre froide ; continuer d'avoir la mainmise en Afrique sur les ressources dont l'Occident a besoin ; ne pas permettre à ce que l'Afrique s'organise et se développe de façon à menacer les intérêts occidentaux, tels que perçus par lui ; protéger les investissements occidentaux en Afrique, au besoin contre l'intrusion communiste ; continuer de jouir des taux élevés de profit en Afrique en gardant les producteurs africains dans les conditions misérables ; ne pas permettre un Etat en Afrique d'émerger pour ne pas menacer l'équilibre mondial ; l'Occident considère les intérêts des peuples africains non seulement en dernier lieu sinon du tout, mais surtout comme devant soutenir et favoriser les intérêts occidentaux.

Lumumba et ses collègues nationalistes considéraient surtout la dignité humaine de l'Africain, c'est-à-dire, construire dans l'Africain un sentiment d'estime de soi, presque disparue à cause de l'humiliation du noir en général ; ne plus être considéré comme un macaque (« Nous ne sommes plus vos macaques », avait dit Lumumba dans son discours du 30 juin 1960). Ce désir de désaliénation est compris par l'Occident comme « une haine » du Blanc. Le roi Baudouin écrira : « *One cannot allow the achievements of the past eighty years be destroyed by the hate-filled policies of one*

man » (Meredith 2005:109). Le Congolais doit rester dans sa dignité bafouée. La communication s'avère impossible. Le nationaliste exige des preuves pourquoi il doit faire confiance à celui qui n'a jusque-là fait que l'opprimer et le mépriser. L'Occident veut que l'Indépendance soit la continuité du système de leurs privilèges et intérêts. Même politiquement indépendant, le Congolais doit continuer d'être à sa place – celle du damné de la Terre, dirait Frantz Fanon.

Pour le nationaliste lumumbiste, la désaliénation culturelle et politique doit précéder tout. Ce sont les militants congolais désaliénés qui ferraient l'histoire de l'Indépendance. Malheureusement, le colon a pris le colonisé de vitesse. Lumumba met ses pieds dans des souliers trop grands. Le temps de définir le projet de la construction d'un Etat digne, respectueux des droits de chacun de tous les Congolais n'est plus là. Le contrôle de l'Etat – encore colonial – échappe et glisse sous les mains des nationalistes. Ils battent en retraite et de façon dispersée : « Quand on tombe dans un trou, on ne regarde pas la couleur de la main qui vient à son secours », dira Lumumba.

Le Congo va vivre 11 phases de guerre. La Guerre froide qui se termine par l'effondrement de l'URSS, ne finit pas par un vrai accord de paix. Le militarisme du victorieux ne fait que s'aiguïser davantage. Et c'est ce sentiment de victoire qui lui permet de penser qu'il est du côté du bien dans la guerre contre le mal. Sur le plan national, on n'a même pas pensé à faire le bilan de l'impact de cette guerre sur le pays. Une communauté divisée ne peut faire un bilan réaliste. Les *conférences nationales se disant souveraines* qui se sont tenues ici et là, en Afrique, semblent avoir été sous la protection, si pas l'incitation, du triomphalisme capitaliste et « le nouvel ordre mondial » proclamé par Bush, le père. L'heure était à la démocratisation du monde, et donc de l'Afrique. On pense que la meilleure manière de résoudre les conflits c'est par la démocratisation.

Qu'aurait du être l'intérêt national congolais ? Nous faisons les hypothèses suivantes les dirigeants devaient :

- 1) savoir qu'on était dans une conjoncture mondiale bipolarisée et donc savoir éviter de se faire une herbe, victime de deux éléphants qui soit se battent ou soit font l'amour ;
- 2) savoir que l'indépendance ayant été précipitée – pour sauver les intérêts des colonialistes – les capacités du leadership national étaient insuffisantes. Le leadership devait chercher à y remédier le plus vite possible, il aurait fallu éviter de faire du pays un champ de batailles des puissances antagonistes ;

- 3) se donner un plan à long terme (avec des étapes spécifiques) pour pouvoir maîtriser l'effort pour l'indépendance, il fallait donc se retenir de faire des provocations inutiles et improductives et solliciter les aides nécessaires pour réaliser ce plan ;
- 4) savoir identifier ses propres forces nationales et s'appuyer sur elles en priorité, les aides extérieures (toujours liées et jamais bénévoles) ne devant être que complémentaires ;
- 5) éviter les interventionnismes extérieurs qui causent la dépendance exagérée sur l'extérieur, la division profonde dans la population, la mise en exergue d'un leadership national pas nécessairement le meilleur pour le pays, l'aggravation des problèmes plutôt que leur solution, l'imposition d'une routine presque coloniale y compris la reproduction simple ou élargie des modalités de fonctionnement de l'Etat colonial.

Bref, le pays a un intérêt à développer une vision pouvant guider le processus de transformation d'un territoire colonisé et décolonisé précipitamment en une Nation autocentrée répondant positivement aux intérêts et aspirations de la majorité de la population. Un discours – quelque émancipateur qu'il soit dans les intentions, prononcé devant les adversaires et les ennemis possibles, ne peut être la meilleure manière de formuler en synergie avec ses citoyens, une vision utile.

Le leadership doit avoir confiance en ses propres gens ; c'est un des moyens de minimiser la division au sein du leadership lui-même. Le gouvernement Lumumba était tout sauf uni. C'est dans l'intérêt du pays de développer, le plus vite possible, la *conscience publique* requise par la position géopolitique du pays ainsi que sa position géostratégique dans les calculs des puissances du monde. C'est dans l'intérêt national de maîtriser la dimension internationale du pays (qui a neuf voisins et se trouve au centre du continent et dispose d'énormes ressources naturelles hautement convoitées) – il n'y a pas de barrière étanche entre l'intérieur et l'extérieur. Il faut donc que l'intérêt national, dans chaque conjoncture, soit compris, d'une part, en articulation avec ceux des puissances du monde et, d'autre part, avec ceux des pays voisins. Avec ceux-ci, en alliance d'intérêts, on peut faire un front commun dans les négociations avec les puissances. Pour vaincre l'*esprit colonial* qui habite encore les institutions et les gens – les ex-colonisés, il est nécessaire de développer, dans les gens, l'*indépendance de l'esprit*.

Dans l'absence de l'intellectualité politique résumée ci-devant, dans le chef du leadership national, les conflits sont vite confiés à la « médiation internationale », sous prétexte de manque de moyens matériels pour les résoudre. L'appel à l'ONU ou à cette sorte de médiation dénote une carence réelle de leadership national et pas nécessairement une marque de maturité du leadership. Le fait que la RDC ait fait appel à l'ONU montre la profondeur de la crise et la faiblesse de leadership capable d'éviter, par ailleurs, les sollicitations extérieures dues aux convoitises des ressources immenses du pays. La paix n'est pas à faire, elle est à vivre.

Le recours à la méthodologie onusienne de la résolution des conflits a montré ses limites. Elle évite d'organiser une palabre proprement dite sur les causes profondes de la crise pour ne pas éclabousser les grands de ce monde qui bénéficient de la crise et des conflits. Elle se focalise, tout de suite, sur la question du partage « exclusif » du pouvoir comme cause du conflit. Les conflits se réduisent entre les prétendants au pouvoir – l'exclusion à celui-ci de certains prétendants constitue la cause du conflit. Les impératifs du partage du pouvoir décident de tout. La médiation se fait donc indispensable et elle utilise le manque de temps et les limites des ressources pour éviter une vraie palabre participative entre adversaires, d'une part, et victimes des conflits d'autre part. La nature des contradictions, responsables des conflits, n'est pas explicitée. Le rôle du facilitateur, loin d'être identifié à celui de Nzonzi (facilitateur intellectuel de la palabre) par exemple, est assimilé au modérateur des réunions.

C'est pour ces raisons, brièvement analysées s'appuyant sur la RDC, que la recherche de la paix durable est rendue difficile. Le mode même de penser et d'existence ne montre pas que les dirigeants africains ou les aspirants veulent vivre la paix. La résolution des conflits est devenue un autre moyen de préparer un conflit futur. Celle-ci échoue toujours, dans la mesure où les responsables des conflits sont aussi ceux qui prétendent être au centre des activités prétendument de prévention des conflits. Pour vivre la paix, il faut réellement la vouloir. Pour la paix durable, également, il n'y a pas de volonté politique.

En résumé, la question de la paix concerne des contextes différents et des situations spécifiques. Il s'agit des contextes mondial, régional, sous-régional et national. Pour ces situations, cette question se pose en l'absence de la guerre, en présence de la guerre et après la fin de la guerre.

Le contexte mondial est marqué par une paix mondiale durable menacée par :

- 1) les forces mondiales qui cherchent des modalités d'une politique capable de la paix durable sont confrontées par les activités irresponsables des entreprises transnationales (dont le seul objectif est de faire de l'argent par tous les moyens possibles) ;
- 2) l'hégémonisme américain post-Guerre froide (entraînant une reprise de réarmement par les puissances mondiales) ;
- 3) le système mondial de l'économie de crime (comprenant le trafic d'armes, de la drogue, le blanchiment d'argent, l'internationalisation de l'apartheid) ;
- 4) la crise mondiale de la politique d'émancipation (avec la domination de la pensée unique d'un matérialisme démocratique faisant usage parfois de la force) ;
- 5) l'accumulation mondiale de la pauvreté et la concentration de la richesse mondiale dans de moins en moins de mains, un humanitarisme de charité (plutôt que de solidarité s'accommodant aux conflits) ;
- 6) la crise de la civilisation capitaliste, l'utilisation des institutions mondiales du siècle passé pour résoudre les problèmes de notre siècle et la rareté d'un leadership visionnaire mondial.

Le contexte régional africain est caractérisé par l'absence de développement capable de soutenir les rapports sociaux renforçant le mode de pensée et d'existence paisibles. Toute politique régionale de paix est confrontée par, en plus de l'absence de volonté politique, une incapacité matérielle qui oblige de recourir à l'interventionnisme extérieur. « Pour le continent africain », a écrit Makhtar Diouf, « la mondialisation actuelle a toutes les allures d'un scénario de recolonisation clandestine et collective, mais cette fois, sans conquête territoriale ; ceci pour assurer son intégration plus complète à l'économie mondiale (Diouf 2002) ». Paradoxalement, l'Afrique semble être maudite et réduite au sous-développement à cause de ses ressources potentielles immenses. Les conflits violents se concentrent là où s'exploitent les ressources naturelles convoitées de partout, en l'absence d'un vrai Etat.

Le contexte sous-régional des grands lacs et de l'Afrique centrale semble souffrir de la vérité suivante : pas de paix durable sans partage équitable des ressources naturelles, dans les conditions d'absence d'un vrai projet de construction d'Etat. Toutes les sortes des violations de la dignité humaine ont été vécues ici : traite négrière, génocides, massacres

divers, « l'holocauste oublié », anthropophagie, deux chefs d'Etat (Maréchal Idi Amin Dada et Maréchal Bokassa) ont été accusés d'avoir pratiqué le cannibalisme, chasse à l'homme pour des fétiches, 'répression comme politique', assassinats politiques des dirigeants et/ou adversaires politiques, guerres récurrentes, interventionnismes extérieurs récurrents, le Congolais Ota Benga, assimilé aux primates, était placé dans le Jardin Zoologique de Bronx à New York, colonialisme, indépendances des crises sans fin, guerres civiles, viols systématiques des femmes, même des fillettes de deux à treize ans, lien indissoluble entre le militarisme et les ressources naturelles, conséquence de la convoitise mondiale des ressources immenses, surtout celles de la RDC.

Dans les pays comme le Rwanda et le Burundi dont le processus de génération de surplus économique, par rapport à la croissance démographique galopante, est incapable de satisfaire, par une justice sociale, les besoins fondamentaux croissants de la majorité de leurs populations respectives, les conflits se sont souvent transformés en véritables génocides. Pendant la colonie, le surplus de la population, pour confronter la famine, était orienté vers le Congo Belge chaque fois qu'il y avait des cas de famine. C'est d'ailleurs dans ces pays que les ethnies ont été, pour ainsi dire créées artificiellement. Les populations ont les mêmes cultures et croyances religieuses ainsi que la même langue, mais les communautés qui s'opposent par le fonctionnement d'Etat colonial, sont assimilées à des ethnies.

Le grand défi dans cette région se résume à travers les questions suivantes :

- 1) Comment trouver une politique de paix, c'est-à-dire, comment transformer la dynamique qui alimente le militarisme comme politique ?
- 2) Comment transformer cette zone de conflits récurrents en une zone de paix ?
- 3) Comment partager les immenses ressources sans recourir au militarisme ?
- 4) D'où peut émerger l'intérêt général par rapport à l'appropriation des ressources ?
- 5) Comment transformer le rapport, pouvoir/ethnie/cliques militaristes/Etat ?
- 6) Comment transformer les Etats des cliques en Etats pour tous ?

- 7) Comment prescrire à l'Etat la multiplicité pour son horizon pour corriger son caractère discriminatoire ?
- 8) Les guerres pour la « sécurité » ne seraient-elles pas un cas de guerre pour la puissance pure ?

Les guerres qui se sont répétées n'ont pas été pour la paix, ni même pour des objectifs politiques. Ce sont des guerres au service du pillage des ressources accessibles. La RDC a jusqu'ici, échoué de jouer son rôle possible de puissance pacificatrice de la sous-région par un partage équitable de ses ressources, par une coopération sous-régionale mutuellement bénéfique. Le contexte national de la RDC a été brièvement examiné ; c'est un contexte de crises continuelles sans fin.

La paix concerne également des situations spécifiques : en l'absence de la guerre, en présence de la guerre ou de la menace de la guerre et en situation d'après la guerre. Le point de départ, l'absence de la guerre, la question de la paix concerne les conditions de la paix civile. Il faut éviter les conditions de conflit capables de menacer la paix et de conduire à la guerre. Les Etats coloniaux fonctionnaient sur des modalités discriminatoires. Les Etats postcoloniaux n'ont pas fait rupture avec ce fonctionnement ; ils sont toujours organisés sur la base de la discrimination : ethnique, régionaliste, religieuse, clientèle, linguistique, raciale et sexuelle. C'est pourquoi les conditions qui menacent la paix sont souvent reproduites. Les Etats africains, dans leur majorité, n'ont pas eu de paix civile depuis leurs indépendances.

Si les conditions de la paix civile ne sont pas réunies, la possibilité de conflits est grande. La discrimination implique l'exclusion, la répression des exclus résistants et le refus de l'Etat de compter sur tous et chacun, sans aucune exception. Dans ce cas, il n'y a pas de politique des principes ; une politique qui défend certains en ignorant excluant ou réprimant d'autres, ne peut-être une politique des principes.

En situation de guerre, nous avons vu comment le processus d'arriver à la paix a souvent été approprié et dominé par les forces extérieures. Aucune guerre, en RDC, ne s'est terminée par une réconciliation nationale avec vérité. Ce qui explique le fait qu'après les conflits, l'Etat a continué de fonctionner de façon discriminatoire. Les conditions de guerre, même après la fin officielle de la guerre, continuent de prévaloir en RDC.

La recherche de la démocratie participative

Nous sommes à l'époque de la mondialisation impérialiste dominée par l'hégémonisme américain. La mission de démocratisation, même par la force, est un objectif affiché de cet hégémonisme. On peut se demander s'il y a un projet, proprement africain, pour la construction de la démocratie. Depuis la fin de la guerre dite froide qui a amené le retour en Afrique du multipartisme, on a l'impression que c'est à travers les rapports politiques, dominants dans chaque pays, essentiellement extravertis, que se formulent et s'exécutent des « projets » de la construction de la démocratie.

Ce qui est clair, c'est que les « élites » africaines, surtout politiques, sont plus proches, culturellement, politiquement et socialement des forces extérieures que des masses populaires qu'elles prétendent diriger. Presque ou partout où les masses populaires sont parvenues à s'organiser, plus ou moins, indépendamment de ces élites, les expériences démocratiques se sont débouchées en conflits. Le cas du Kenya, par exemple, illustre cette situation.

Ce n'est pas surprenant que les élections locales, municipales et urbaines en RDC qui devaient précéder les législatives et les présidentielles, n'ont toujours pas eues lieu. On ne peut pas dire qu'il y a un vrai projet congolais de construction de la démocratie participative. Aucun débat sérieux n'a eu lieu sur la question. Mais la conviction se fait entendre que les conflits, les crises et même le sous-développement seront vaincus par la démocratie ; et on réalise de plus en plus que le multipartisme, qui caractérise le noyau de la forme dominante de la démocratie, reflète non seulement le fractionnisme politique, mais il semble aggraver la division.

Les premières expériences des élections démocratiques (1960, 1964-65), en RDC, étaient interrompues par des coups d'Etat, provoqués, entre autres, par l'internalisation des conflits des puissances opposées de la Guerre froide. La première expérience de multipartisme (1990-1996), après l'achèvement de cette guerre, était interrompue par les rebellions, fomentées par le fonctionnement dictatorial de l'Etat sous Mobutu, et surtout son utilisation de la politique dite de « géopolitique », tendant à renforcer l'aspect discriminatoire de l'Etat postcolonial, allant jusqu'à la révocation du droit de nationalité à certains groupes et la déportation forcée de « non-originaires » de certaines provinces.

Le renversement du régime dictatorial de Mobutu le 17 mai 1997, par une grande convergence des forces et des acteurs, revendiquant son départ, (le peuple tenu pendant longtemps à l'œil par une répression comme politique, les Etats-Unis d'Amérique soucieux de voir leurs intérêts compromis par la politique dépassée de leur ancien client, les pays de la région des grands lacs, victimes pendant longtemps des provocations contre leurs Etats - en soutenant leurs oppositions, en Angola par exemple ou les génocidaires au Rwanda - et des violations de la personne humaine, les rebelles congolais, etc.) n'a pas abouti à une réconciliation nationale avec vérité ou à un équilibre satisfaisant de différents agendas concernant l'après-Mobutu. Il n'a donc pas apporté une paix civile. La guerre avait repris et s'est terminée par deux Accords 1993 de Lusaka - signé le 10 juillet 1999, de caractère régional et celui de Sun City - conclu et signé le 3 avril 2003-, focalisé sur le conflit congolais). Malgré la volonté politique des dirigeants africains, exprimée par le feu Mwalimu Julius Nyerere, de résoudre la crise congolaise indépendamment de la communauté internationale, qui était responsable de porter Mobutu au pouvoir pour résoudre la première crise de l'indépendance congolaise, cette communauté a éventuellement pris le contrôle de ce processus de résolution et a donc orienté la mise en application de ces Accords.

Le Dialogue Intercongolais a été tout sauf un vrai dialogue entre Congolais. Lequel dialogue devait d'ailleurs se tenir au pays même pour impliquer toutes les couches de la population congolaise. C'est pourquoi, une fois encore, le succès de l'application de ces Accords était placé sous la garantie de la communauté internationale. La période de transition (2003-2006) qui devait jeter les bases pour les élections démocratiques était dominée par cette communauté qui bénéficiait presque d'un droit de veto pour trancher tout conflit possible entre groupes congolais. Il est vrai que sans la pression de cette communauté, aucun objectif de la transition n'allait probablement être réalisé. Celle-ci devait mettre en exergue la nécessaire inclusivité dans le partage du pouvoir, l'impérative non-conflictualité de cette transition, l'impérieuse obligation de réaliser une réconciliation nationale avec vérité ainsi que l'intégration des armées (ou des milices) dans une armée structurée républicaine nationale pour réaliser les élections démocratiques pour résoudre la crise de légitimité politique. En d'autres termes, la transition devait mettre en place les conditions nécessaires pour la démocratie.

Tout au long de la transition, les gens souffrant de sentiments d'exclusion du partage de pouvoir ou d'inclusion insuffisante n'ont pas dis-

paru. La conflictualité jusqu'au sommet de l'Etat a prévalu deux grandes confrontations armées, opposant les dirigeants (le Président J. Kabila à son Vice-président, J.P. Bemba) ont eu lieu et l'insuffisante gestion continue d'influer même l'après-élection. C'est pourquoi on a parlé de « la démocratie au bout du fusil » (Mantuba-Ngoma, Hanf et Schlee 2006). Les grands responsables n'ont pas voulu se réconcilier et la réconciliation nationale avec vérité n'a pas eu lieu. La réussite d'une telle réconciliation allait certainement priver la communauté internationale de sa position de contrôle. Toutes ces insuffisances ont enfin retardé, si pas bloqué une mise en place d'une vraie armée intégrée, restructurée, républicaine et nationale. Le caractère discriminatoire de l'Etat, encore fragmenté, n'a pas disparu. C'est sur cette base des insuffisances que les élections démocratiques ont eu lieu et les institutions de formalisme démocratique plaquées.

Le processus d'arriver à la démocratie était plus extraverti qu'intraverti ou endogène. Les divisions dans la société, occasionnées par la longue dictature de Mobutu et les rébellions, n'ont pas été traitées correctement, faute d'avoir réalisé la réconciliation nationale avec vérité. Les conditions d'insécurité ont prévalu, faute d'avoir réussi l'intégration et la restructuration des armées et des milices. Aujourd'hui encore la tension entre les ex-FAZ (les soldats de l'ancienne armée de Mobutu) et les milices des ex-rébellions persiste ; une partie des précédentes reste exilée à l'Etranger.

Le processus de l'élaboration de la nouvelle Constitution a été fondamentalement écarté de l'implication active du *demos* congolais pour lequel l'éducation civique n'a même pas eu une attention convenable. Comme c'est l'Union Européenne qui a financé l'essentiel des élections, sur la base de ses conditions, la souveraineté du processus était hors de question. Tout est apparu comme étant une importation, plutôt qu'une initiative du peuple congolais. Les consultations de la population, par le Sénat de la transition, ont été faites en vitesse et ont pour l'essentiel été artificielles. Le peuple devait seulement choisir parmi les concepts (fédéralisme vs. unitarisme, par exemple) dont il n'avait pas la compréhension utile. Le sens même du referendum échappait à beaucoup d'électeurs. Une électrice, par exemple, qui pensa que Referendum était une personne, voulut voir sa photo avant de voter. L'analphabétisme ayant pris de la croissance, beaucoup d'électeurs devaient être assistés, souvent par des électeurs intéressés, pour exercer leur droit démocratique. Même les éléments de vote n'étaient pas toujours à la portée de l'ensemble des élec-

teurs. A deux jours du referendum, par exemple, 500 000 copies de la Constitution étaient imprimées pour 25 millions d'électeurs. Toutes ces copies n'étaient pas identiques ; on avait identifié, parmi elles, 4 variantes du texte de la Constitution.

Les experts, surtout étrangers, étaient plus influents dans le processus d'élaboration de la Constitution. Le débat éducatif nécessaire, dans ce processus, n'a pas impliqué les larges masses de la population ; un pourcentage insuffisant pouvait suivre les débats parlementaires sur la question. Les questions constitutionnelles fondamentales interpellant les électeurs pour le choix, n'ont donc pas fait l'objet de discussions populaires. Le temps était trop court ; la communauté faisait pression d'aller vite avant qu'un débat social possible puisse écourter le processus. Suite à notre histoire d'état de siège internationale et de direction compradore, quel type de rapports notre pays devait avoir avec le reste du monde ? Suite à la négligence et à la marginalisation dont ont souffert les masses congolaises depuis l'indépendance, comment doit-on organiser le pouvoir politique pour qu'il soit attentif aux besoins fondamentaux et aspirations de ces masses ? Comment faire de sorte que les masses populaires puissent avoir la capacité de contrôler ce pouvoir ? Quelles sont les expériences du constitutionnalisme, de part le monde, qui puissent aider notre peuple ? Toutes ces questions n'ont pas fait l'objet de discussions populaires.

L'absence de conscience politique sur la portée des droits démocratiques des gens a fait que les lois régularisant le processus électoral étaient souvent taillées sur mesure. Puisque les occupants des postes du pouvoir n'avaient pas certaines qualités, qui devaient être requises des candidats aux postes dirigeants – le niveau d'éducation, l'âge, l'honorabilité, l'intégrité, etc., – les lois s'accommodaient aux qualités de ces occupants. La vision du futur n'a pas fait l'objet de débat social pour impressionner les gens. Même quand la loi électorale exigeait les débats entre candidats dans les campagnes électorales, ils n'ont pas eu lieu. Le caractère sinistré de notre société et comment sortir le pays de cette situation catastrophique, n'a pas fait l'objet de débats ni de déclaration par les dirigeants. Les antivaleurs décriées depuis l'époque de Mobutu, ont été non seulement reproduites, mais aussi elles n'ont pas fait l'objet de critère de choix de dirigeants. Les campagnes électorales étaient baignées par les antivaleurs : l'achat des consciences par la distribution d'argent ou des biens matériels. Les riches, ceux pour la plupart qui se sont enrichis de façon malhonnête ou au détriment de l'Etat ou de la population par pillage des

ressources, ont été privilégiés par ce processus électoral. On peut dire que les élus ont acheté leur poste au pouvoir mais pas plutôt que parce qu'ils méritaient, grâce à leurs qualités politiques, largement débattues. Les élections étaient une occasion pour les riches de déployer et exhiber leur richesse.

Dans une situation de crise économique prenant la forme de l'incapacité de traiter correctement la différence entre villes et campagnes rurales, la majorité habitant dans celles-ci était défavorisée par ces élections. En effet, alors que 85 pour cent du budget national restent à Kinshasa, 15 pour cent seulement vont au reste du pays ; alors que les campagnes fournissent jusqu'à 40 pour cent du Produit National Brut, les campagnes ne reçoivent, en retour, que 4 à 5 pour cent. Les élections se tenant dans ce contexte ne peuvent pas renverser les modalités de fonctionnement de l'Etat pour permettre à la majorité de la population habitant les campagnes rurales de peser politiquement sur l'Etat. La démocratie tend à être une confirmation des rapports politiques existants plutôt que leur transformation. On a vu qu'en Afrique, rares sont les cas des élections démocratiques qui ont amené des alternatives politiques nouvelles au pouvoir. C'est plutôt qu'une simple confirmation des occupants au pouvoir, même l'alternance est parfois rare.

A cause de la manière dont la transition était organisée et administrée, il n'était pas possible que la population s'organise dans une Coalition nationale populaire démocratique (CNPDP), à travers laquelle le débat sur les questions pertinentes éclairant les choix des électeurs, devait avoir lieu. L'UDPS (L'Union pour la démocratie et le progrès social), d'Etienne Tshisekedi, marquée par la politique oppositionnelle – qui se résume sur l'idée : ce que font les gens au pouvoir est mauvais ; il faut attendre quand nous serons au pouvoir les choses seront meilleures – n'a pas pris l'initiative d'organiser une telle coalition. Il est vrai qu'elle a fait appel à la nécessité des consultations au sommet de l'Etat pour arriver à un accord sur la meilleure façon d'organiser les élections pour satisfaire tout le monde. N'ayant pas eu gain de cause, l'UDPS a refusé de participer aux élections. Il faut dire que l'expérience haïtienne des élections téléguidées de l'Extérieur montre que celles-ci se base sur la prévention des initiatives populaires de s'organiser pour influencer les élections. La démocratie viserait le contrôle et la prévention par le sommet de l'Etat de possibles mouvements d'auto-organisation des masses populaires¹¹.

Nous avons dit que les élections, en RDC, étaient organisées sur la base du financement extérieur. Ce qui a été dépensé a donné l'impres-

sion aux gens que la RDC ne peut pas organiser ses élections souverainement. Si un pays ne peut être capable matériellement d'organiser ses propres élections, on doit dire qu'il n'est pas capable de démocratie. Les forces extérieures qui financent les élections ne font pas un cadeau au pays. Elles occupent une position favorable dans le contrôle du processus : la marche, l'étendue, l'ordre des priorités et même la détermination des préférences des candidats ; ce qui fait de la souveraineté nationale sur les choix des dirigeants une farce. C'était une vérité de polichinelle que la communauté internationale préférerait le candidat Joseph Kabila. Suite à la première confrontation entre J. Kabila et J.P. Bemba, avant le deuxième tour des élections présidentielles, qui devait conduire à la disqualification de l'un des deux, la communauté internationale, par le CIAT (Comité international d'accompagnement de la transition), a fermé les yeux et continué jusqu'au bout. Le fait qu'aucun budget significatif n'était retenu pour l'éducation civique de la population, exprime bien l'ordre des priorités retenues. Les Congolais de la Diaspora, parmi les plus informés des enjeux de la démocratie congolaise, et surtout ceux qui vivent dans les pays de démocratie, ont été exclus du processus sur la base de raisons obscures des coûts. L'impact de leur participation allait peut-être permettre d'arriver à des résultats plus démocratiques et donc capables de prévenir d'autres conflits. Les Congolais œuvrant dans les forces de sécurité étaient empêchés d'exercer leur droit démocratique pour des raisons de sécurité. A notre avis, violer la Constitution, sous prétexte de « raisons de sécurité » est un cas de coup d'Etat.

Nous avons examiné dans les détails, plus haut, le cas de la démocratie en RDC. Nous avons brièvement rappelé certains faits pour montrer la difficulté que confronte l'Afrique, dans le contexte de la mondialisation, pour organiser une démocratie participative. Il est clair que le soi-disant projet démocratique, en RDC comme dans plusieurs pays d'Afrique, ne constitue qu'un autre cas de greffage sur un sol politique congolais mal préparé une expérience de démocratie libérale occidentale, conçue comme un « modèle universel », justifié *a posteriori* comme étant une conséquence de la mondialisation. Les leçons historiques du greffage de l'Etat colonial sur la société congolaise, dont les fragments existants continuent d'opérer comme un cheval de Troie, n'ont pas encore été comprises. Un tel Etat réprime le peuple plutôt qu'il ne réagit favorablement à leurs besoins fondamentaux et leurs aspirations. Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Le Président élu est aujourd'hui entouré d'une armée fonctionnant comme une milice personnelle, inconsciente du fait qu'elle

devrait, en démocratie, servir fidèlement tout le peuple congolais et non le harceler pour ses moyens de vie. Le désir par le vainqueur d'avoir la majorité au Parlement et de contrôler le pouvoir bloque le fonctionnement utile des institutions démocratiques. Ce sont ces limitations qui font que la démocratie, en RDC, ne développe pas des racines profondes. La manière de forcer les choses, pour asseoir la démocratie dans le pays, par nos « éducateurs de démocratie » occidentaux fait qu'on finit souvent par accoucher d'une souris.

Quelques institutions démocratiques sont en place – les élections locales, urbaines et municipales n'ont pas encore eu lieu. Cela n'a pas empêché le conflit armé de se poursuivre à l'Est du pays. Les premiers exercices de droits démocratiques, par exemple la protestation au Kongo Central contre les élections de corruption – des votes extorqués et par menaces – ont rencontré de la part des élus une répression disproportionnée causant mort d'hommes. Ce qui a entraîné un approfondissement de la crise de légitimité politique et sociale – les gens s'opposant aux dirigeants « élus » par corruption et ne pratiquant pas la bonne gouvernance – qui a donné lieu à l'« affaire Bundu dia Kongo ». Ce mouvement a été réprimé et ses adhérents (makesa) ont été massacrés sauvagement, leurs paroisses (maziku) détruites et leurs corps précipitamment jetés dans le fleuve (à Luozi) ou dans des fosses communes ailleurs. Ceux qui étaient arrêtés sont portés aux tribunaux organisés précipitamment, les condamnés jetés en prisons, sont privés de tout droit : ils ne sont pas nourris et ne sont pas permis d'avoir des soins médicaux, Il y en a déjà qui sont morts en prisons à Matadi. On ne peut construire la démocratie sur un terrain de ruines. Le recours à la force ou à la menace pour museler les citoyens exerçant leurs droits démocratiques de protestation contre toute violation de leurs droits ne peut renforcer la démocratie. La stabilité des cimetières ne peut conduire à une vraie construction de la démocratie.

La recherche de la solution appropriée à la question nationale

Très tôt, dans le cadre de l'OUA (l'Organisation de l'unité africaine), les pays africains, après leurs indépendances, ont adopté la décision de l'intangibilité des frontières coloniales. Cette décision a compliqué plutôt que facilité le processus de l'unification politique de l'Afrique qui n'est possible que par la transformation des dites frontières. Les pays africains, à quelques exceptions près, sont la conséquence des guerres des conquêtes coloniales. Les guerres impérialistes de conquêtes coloniales,

au XXe siècle, sont les plus récentes. Le découpage des pays africains actuels est l'une des conséquences des accords conclus, entre puissances impérialistes, à la Conférence Internationale sur le Congo à Berlin (1884-1885), par exemple. Des communautés, plus ou moins homogènes, à différents niveaux de développement culturel et social (qui sans Etat, qui avec Etat embryonnaire, qui avec un royaume ou même empire en crise) ont été fragmentées et des fragments différents collés ensemble pour former des colonies. Celles-ci ont donc eu des frontières artificielles par rapport à l'intégrité des communautés d'avant les conquêtes. Il y a eu des communautés scindées en deux : l'une ou l'autre partie a vu ses terres se retrouver dans l'autre côté de la frontière coloniale. Certains habitants de Luozi, en RDC, par exemple, ont leurs terres claniques au Congo-Brazzaville.

Les Etats postcoloniaux se disputent les frontières, surtout quand il y a d'importantes ressources naturelles le long des frontières. C'est le cas du conflit frontalier opposant le Cameroun au Nigeria, dans une région riche en pétrole, conflit qui devait se résoudre par un recours à la Cour Internationale. C'est le cas, récemment de Kahemba, en RDC : l'Angola et la RDC ont eu à revisiter les frontières coloniales suite à l'accusation par les habitants de Kahemba de la présence sur le territoire des troupes angolaises exploitant le diamant. Même les Etats se disant progressistes ou révolutionnaires, l'Ethiopie et l'Erythrée sont allés en guerre autour d'une dispute des frontières. La tension entre le Rwanda et la RDC prend parfois la forme d'une violation des frontières coloniales que le Rwanda n'a toujours pas acceptée. Il fut un temps, le régime Rwandais revendiquait la nécessité d'une autre Conférence de Berlin pour retracer des frontières à nouveau. L'intégration régionale a souvent été proposée comme solution aux conflits inter-états postcoloniaux.

L'intégration régionale, dans le respect de l'intangibilité des frontières coloniales, a été souvent conçue en termes d'intégration économique suivant le modèle de l'Union Européenne. Les expériences africaines d'intégration régionale –des Etats de l'Afrique Centrale, celle des Etats des grands lacs, celle des Etats de l'Afrique de l'Ouest, celle des Etats de l'Afrique de l'Est, celle des Etats de l'Afrique australe, etc., n'ont pas été très performantes. La tentative de l'unité continentale de l'Afrique est confrontée par le refus systématique, de la part des Etats, d'aliéner les souverainetés nationales des Etats en se fusionnant en un Etat continental africain. L'unification graduelle, par l'intégration économique, dans la mondialisation n'a peut-être pas de chance de réussir comme l'Union

Européenne qui, d'ailleurs semble être poussée à penser à son unification politique si elle va être une vraie superpuissance mondiale. Les rapports entre Etats postcoloniaux africains continuent de souffrir de l'échec de la solution de la question nationale – l'intégration continentale est butée par des nationalismes territoriaux étroits qui, parfois, précipitent des conflits inter-états. Nous ne pouvons pas ici aller en détails examiner l'historique de cette question depuis 1960. L'espace ne nous le permet pas. Diverses théories (de Cheikh Anta Diop, Kwame N'Krumah, Julius Nyerere, etc.), de comment réaliser l'unité de l'Afrique existent. L'expérience pragmatique de l'unification de Zanzibar et Tanganyika dans une République Unie de Tanzanie n'a pas été suivie. Nous pensons que l'intégration politique de l'Afrique en un Etat continental permettra aux Africains de résoudre beaucoup de problèmes qu'ils confrontent actuellement. Il est erroné de croire qu'il faille résoudre ces problèmes (de développement, de pauvreté, etc.) avant d'arriver à l'unité africaine.

Les colonies elles-mêmes étaient subdivisées, pour les administrer, sur la base de la création des tribus, parfois là où celles-ci n'existaient plus. Les consciences tribales étaient renforcées en comptant, par l'Etat, chaque colonisé – par l'Administration coloniale, par l'Ecole ou par l'Eglise – comme appartenant à une tribu ou ethnie. Gouverner à la colonie se basait sur le processus de diviser pour régner. L'Etat colonial s'appuyait sur les oppositions tribales ou ethniques ; ce qui faisait de cet Etat, un Etat discriminatoire et sans paix civile. La forme globale de l'existence sociale, caractérisant la cohabitation de toutes ces communautés forcées d'être ensemble dans la colonie se faisait sur la base de la politique de « diviser pour régner ».

A l'indépendance, le problème de la question nationale se posait en termes de la formation de la nation indépendante transcendant les divisions ethniques jusque-là entretenues par l'Etat colonial. C'était en fait la nécessité de la transformation de l'Etat colonial en un Etat digne garantissant les droits de chacun et de tous. Nous savons que l'indépendance était théorisée de deux manières : comme un simple remplacement, dans l'Etat colonial des colonialistes partants par les Congolais, sous l'approbation de ceux-là et leurs alliés occidentaux – c'est le processus de la décolonisation coloniale ; et comme un processus de désaliénation ou révolutionnarisation culturelle, exigeant une transformation de l'Etat colonial en un Etat fonctionnant comme un mouvement de libération nationale parvenu au pouvoir. Du point de vue de la formation de la nation, ces deux voies ont conduit à la formation de la nation par le

sommet de l'Etat, c'est-à-dire la création par l'Etat de l'Etat-Nation – pour la première – et la formation de la nation par la base, dans le processus des luttes populaires de libération nationale.

La construction de la nation par l'Etat a été conçue comme une intégration nationale des communautés ethniques par exemple, qui étaient forcées d'être ensemble par la colonisation et dont l'autonomie était parfois préservée par l'Etat colonial dans sa dynamique de diviser pour régner. Si l'Etat indépendant ne parvient pas à se défaire du caractère discriminatoire, il confrontera les revendications de l'autonomie communautaire, sous la forme de lutte de l'autodétermination pouvant même conduire à la sécession. Dans la situation d'un Etat multinational ou multiethnique, l'intégration nationale confronte plusieurs questions à résoudre (diversité culturelle, diversité religieuse, diversité linguistique, etc.) : le traitement des différences (de cultures, de sexe, travail manuel/intellectuel, villes/campagnes, etc.) expose le caractère de l'Etat. Les Etats postcoloniaux non dignes réagissent aux revendications de l'autonomie communautaire par une répression disproportionnée pour « restaurer l'autorité de l'Etat ». Parfois l'Etat exerce un paternalisme étatique despotique : on impose la « civilisation » aux communautés dites sauvages – de Bushmen, de Hazabe ou des Pygmées, par exemple – sans même leur propre consentement. Que doit faire l'Etat pour arriver à une forme globale d'existence sociale des différentes communautés pour vivre en rapport de convivialité ?

Récemment, en RDC, la revendication de l'identité et l'autonomie culturelles de la communauté Kongo, sous la direction du mouvement politico-religieux, Bundu dia Kongo (BDK), provoquée par les sentiments de marginalisation de cette communauté, qui était le fer de lance du mouvement indépendantiste, depuis le coup d'Etat de Mobutu renversant le Président Joseph Kasa-Vubu ; les présumés militants de cette revendication ont été réprimés sauvagement. Le mouvement a été accusé d'avoir fomenté une insurrection contre l'Etat. Le fait que les discriminations étatiques de certaines communautés ou la marginalisation d'autres communautés continuent montre que la question nationale n'est pas encore résolue. Le fait que la répression d'une communauté revendiquant son identité culturelle et le droit à l'autodétermination sans évoquer la sécession, dans une situation d'après la mise en place des institutions de formalisme démocratique, fait réfléchir. Certains pays occidentaux, des anciens Etats-Nations, devenus multinationaux (France, Espagne, etc.), et qui se réclament des démocraties bien assises, continuent de confron-

ter la question nationale. Les Bretons, en France, revendiquent toujours leur autonomie ; comme d'ailleurs les Basques en Espagne. On peut dire que la balkanisation de l'ex-Yougoslavie est une conséquence de l'échec par cet Etat socialiste d'avoir résolu correctement la question nationale. En Afrique, la question tribale au centre des difficultés de réussir les démocraties et la construction des Etats dignes, est une indication de la difficulté qu'il y a de résoudre la question nationale. Ni le fédéralisme ethnique, comme l'a tenté l'Ethiopie, ni la création des Etats ethniques ne pourront peut-être résoudre cette question.

La plupart des expériences africaines de la construction de la nation à partir de l'Etat postcolonial, soit en mettant l'accent sur l'unité pour l'unité justifiée par « les impératifs du développement », soit par un recours partisan aux traditions culturelles africaines, ont échoué. Il n'y a pas longtemps le slogan de Kenneth Kaunda : « Un pays, une nation ; une nation, un parti politique ; un parti politique, un dirigeant : Kaunda ! » était partagé par bien de dirigeants africains. Des partis uniques étaient devenus des véhicules pour construire la nation. Pour expliquer l'échec, il faut revenir au mode historique de la politique de lutte (armée ou non) populaire de libération nationale qui a dominé tout le mouvement des indépendances depuis celle de l'Inde, en 1948, jusqu'à l'assassinat de Salvador Allende et Amilcar Cabral, en 1973. A travers ce mode, les théoriciens militants pour l'Afrique étaient Frantz Fanon et Amilcar Cabral, la nation était comprise comme se formant dans le processus des luttes populaires pour l'indépendance nationale¹².

Disons d'abord que la politique de la séquence politique de la libération nationale est caractérisée par une démarcation qui porte sur la *nation* et la *politique nationale*, par opposition par exemple à la politique du bolchevisme faisant une démarcation dans la politique prolétarienne. La nation est comprise, par F. Fanon et A. Cabral, comme étant formée par les gens qui luttent, de façon consistante, contre le colonialisme et le néocolonialisme. L'achèvement du mode de la politique de la libération nationale explique la crise de la question nationale qu'on cherche à résoudre par l'Etat. Ce mode a existé pendant la période où il était impossible de penser la politique dans l'absence d'une forme ou une autre de l'anti-impérialisme militant. Aujourd'hui, les Etats (et mêmes les peuples) revendiquent de faire partie de l'Empire. L'Empire est vu comme un parapluie pour la paix et le développement de nos pays ! Les pays, caractérisés comme expression de la *Renaissance africaine*, ont presque tous soutenu les EUA et leur guerre en Iraq. L'Ouganda, par exemple, a offert

d'y envoyer ses troupes. La conception de la politique de l'Etat est, aujourd'hui celle de vouloir être partie intégrante de l'Empire, pour ne pas être accusé d'Etat voyou. Les impérialistes d'hier ou leurs agents sont aujourd'hui appelés « partenaires ou donateurs ».

Comme l'avait bien compris Jean-Paul Sartre (préface au livre de F. Fanon, *Les Damnés de la Terre*), la politique populaire de la libération nationale est irréductible au colonialisme. La colonisation étant fondamentalement politique, la solution à l'*oppression coloniale* était fondamentalement *politique* et non économique, sociale, culturelle ou psychologique. La revendication de la libération coloniale est purement et irréductiblement *politique*. C'est cette revendication qui est le noyau de la politique nationaliste, surtout de la politique des masses qui étaient mobilisées contre le colonialisme. La *politique* était l'élément central de la lutte pour l'indépendance. Mais, c'est justement cette politique, cet élément politique, qui avait dépéri graduellement, une fois l'indépendance proclamée. L'Etat postcolonial avait pris les préoccupations nationalistes pour l'indépendance. Pour le cas du Congo, l'épuration des nationalistes de l'Etat, a restauré dans l'Etat les préoccupations colonialistes. Ailleurs, le nationalisme populaire s'était transformé en *nationalisme étatique* et la « démocratie » était mise à l'index pour soi-disant résoudre la « question sociale », comprise, dans la période postcoloniale, comme « question de développement ».

La période postcoloniale a été, en Afrique généralement, caractérisée par l'*absence de la politique*. L'émergence de l'Etat, remplaçant les activités des masses populaires pour l'émancipation, a fait que la politique est devenue cet Etat (la politique = l'Etat), c'est le *fétichisme étatique* dont nous avons parlé ci-dessus. La difficulté rencontrée par la lutte de libération nationale était celle de maintenir l'irréductibilité de la politique. Ceci devenait même un problème intellectuel difficile. Une politique particulière d'Etat créait la classe sociale de la bourgeoisie bureaucratique, plutôt que l'inverse. C'est pourquoi, il est aussi devenu difficile de penser la *politique anti-impérialiste* aujourd'hui, depuis pratiquement les années 1973.

La politique des luttes populaires de la libération nationale visait l'*émancipation des populations colonisées*. Elle a fini, malheureusement, par être identifiée à la *construction d'une nation*. Ce qui a référé la politique d'émancipation aux externalités, les invariants comme nation, Etat, et même classe (ou « élite »). F. Fanon et A. Cabral n'ont pas eu l'occasion de diriger l'Etat postcolonial pour des raisons connues ; ils n'ont pu vivre les exigences posées par le fonctionnement de l'Etat postcolonial comme un

mouvement de libération parvenu au pouvoir. Ils allaient expérimenter la difficulté de maintenir active la politique et surtout irréductible à l'Etat. Le sens de la révolution culturelle visait le maintien de l'autonomie de la politique.

Dans le mode historique de la politique de la lutte pour la libération nationale, le terme « classe » – dominant la politique prolétarienne – est remplacé par le terme « nation » ; Les termes des invariants externes étaient : « Etat » et « nation ». Dans ce mode, les questions étaient : « qui est la nation ? » et non pas qu'est-ce que la nation ? Et la réponse était : la nation sont ceux qui luttent, avec consistance, contre le colonialisme et le néocolonialisme. La nation n'est pas une classe, une race, une couleur, ni le genre ; elle n'est pas la tradition ou même l'Etat, non plus. La nation est ouverte à tous les Africains, sans considérations des origines ethniques, raciales ou nationales. Cette politique était, justement, influencée par le pan-africanisme. La conscience nationale était médiatisée par le mouvement populaire. S'il faut parler d'une base sociale de cette nation, ce sont les masses les plus pauvres, les plus exclues (« les damnés de la Terre »), particulièrement, les paysans de la campagne rurale. La nation est plus portée vers la campagne rurale ; pas seulement parce que la majorité de la population colonisée y habite, mais parce qu'ils sont les plus exclus, ils n'ont donc rien à perdre et tout à gagner par le renversement du colonialisme. *Eux seuls peuvent être universels et consistants dans leur revendication de la libération nationale et la démocratie.* Les petits-bourgeois, les travailleurs et les habitants des villes en général ont des bénéfices qu'ils tirent du colonialisme ; ils sont vacillants et ne luttent pas avec consistance contre le colonialisme. Leurs références culturelles et politiques c'est la métropole coloniale. Dans la bourgeoisie, il y a une tendance à la « compradorisation ».

En fin de compte, la nation est composée de ceux qui luttent, avec consistance, pour la libération nationale, sans considération de leurs origines sociales ou ethniques. Comme subjectivité organisationnelle de la lutte, le mouvement national peut comprendre un front de plusieurs organisations, généralement n'incluant pas un parti politique. Fanon s'y opposait. Ce sont ces genres d'organisations populaires que la mission impériale de démocratisation bloque par l'imposition par le sommet des « projets démocratiques ».

Les mouvements de lutte de libération nationale se sont rapidement transformés en partis et plus tard en des Etats, Il y en avait même qui fonctionnaient comme Etats en attente avant même la victoire finale. Ils

ont eu une forte croyance en l'Etat comme facteur émancipateur. Ce qui a donné naissance à l'étatisme rampant.

La *violence* était le point focal de la lutte. Fanon croyait que la violence populaire purifiait ou distinguait la nation des gens luttant avec consistance contre le colonialisme, de la violence coloniale oppressive. La combinaison entre l'usage de la violence populaire contre la violence coloniale et les aspirations démocratiques du peuple, trouvent leur opérateur dans *l'armée du peuple et la pratique de la lutte de guérilla*. La guérilla était supposée être le peuple en armes, les militants armés, la guerre de guérilla, c'est le peuple en armes.

Tous les lieux de cette politique, bien que variables, comprenaient : un mouvement de masse, des organisations de masses, la guerre de guérilla et les communautés paysannes. Avec *la déviation étatique, le militarisme s'est formé et les solutions militaires aux problèmes dominaient sur les solutions politiques*. Les mouvements de libération nationale devinrent, en pratique, l'image-miroir de la politique coloniale. Les 30 dernières années, nous avons vécu la péremption de cette politique. C'est pourquoi le traitement approprié de la grande différence entre les villes et les campagnes rurales reste introuvable dans plusieurs pays africains. C'est cela qui est au centre de leur crise économique.

La question nationale et même celle dite des conflits ethniques sont les résultats du retrait de la politique de libération nationale, politique d'émancipation et le fonctionnement des Etats postcoloniaux avec des modalités de fonctionnement de l'Etat colonial. Pour les résoudre, il faut qu'émerge un nouveau mode historique de la politique de lutte contre la mondialisation impérialiste.

La recherche d'un développement endogène pro-peuple

En Afrique, il y a, un grand besoin de démystifier le terme « développement », comme d'ailleurs « la science économique. » En grande partie, ils dénotent des *idéologies* de et pour l'évolution des sociétés capitalistes. Le développement, c'est avant tout le développement capitaliste qui, initialement, s'est construit sur, entre autres, mais principalement, sur la traite négrière et l'esclavage Atlantique. Il se construit donc sur la base de la dévastation de l'Afrique. La trajectoire des sociétés africaines, vues du Congo, va du pillage des forces humaines africaines, à peine sédentarisées et plus ou moins organisées (agressées), au pillage actuel des ressources naturelles. Le point de départ, dans un processus – c'est un prin-

cipe de la dialectique – influe sur tout le processus jusqu’au bout. Nous savons que sous d’autres formes, les forces humaines continuent de prendre le chemin de l’Etranger, et comme pour les esclaves résistants, il y en a parmi ces forces qui continuent d’être la proie des requins.

Le « travail ou la force de travail », la « terre » et le « capital », les facteurs de production, dénotent des rapports sociaux et un rapport de l’espèce humaine à la « nature ». Ces catégories sont souvent présentées comme étant des noms des choses. Cette chosification cache leur interconnexion réelle. Le long terme rapport entre les ordres qui constitue une hiérarchie nécessaire est confondu. La terre (photosynthèse) est l’environnement et la source de la force de travail (la créativité) et celle-ci est l’environnement et la source du capital (instruments et moyens de production). Dans cette relation de la hiérarchie nécessaire, les trois ordres de complexité établissent des distinctions qui sont reliées entre les niveaux. Ce système déploie une valeur de survie de long terme.

C’est le fétichisme de la marchandise qui fait que les marchandises deviennent permutable ; la hiérarchie devient, idéologiquement ou politiquement symétrisée et devient « trois facteurs de production », et les trois niveaux de réalité deviennent permutable : ou bien/ou bien. Ils sont parfois présentés comme étant en rapport d’opposition entre eux. Cela reflète l’aspect idéologique de la « science économique ».

Dans la présente situation de rapports de pouvoir du système économique de la mondialisation, dans laquelle les capitalistes globalisés dominant, la hiérarchie nécessaire devient renversée. Les trois ordres structurels ont un rapport de ou bien/ou bien et s’opposent de façon antagonique. Le capital commande la force de travail d’exploiter la terre. C’est ce même contexte de globalisation capitaliste qui enjoigne les Africains au pouvoir (les marionnettes globalisées) de vendre même la « nature » à l’Etranger. Les institutions de Bretton Woods font pression sur les Etats africains d’avoir une politique de terre par laquelle celle-ci serait subordonnée directement au commandement du capital (privatisation et la transformation de la terre en marchandise). La mise à sac de l’Etat procède de la même logique ; elle est d’ailleurs justifiée par « la science économique » (le néolibéralisme).

L’activité humaine (l’énergie physique, intellectuelle, psychologique) – force de travail – devient un facteur, une chose que le capital (créations aliénées de la force de travail) commande et manipule. Ceci est parfois présentée comme faisant partie des « lois naturelles ».

Bien sûr, pour que cette « chosification » ait lieu, il faut que les liens sociaux, par lesquels la hiérarchie dépendante fonctionne, doivent être cassés : la promotion est faite de l'individu, propriétaire privé, isolé qui se met en compétition avec d'autres individus, propriétaires privés isolés, au marché. Les rapports sociaux sont subordonnés aux rapports de marché. Une personne vaut ce qu'elle peut acheter ou ce qu'elle peut coûter au marché. Seule la plus riche personne est une personne complète, « vraiment humaine ». Lutter pour atteindre cet idéal est la base de la corruption et la cupidité.

Quand le processus de la valeur (d'échange) émerge comme la logique dominante de la production, l'autonomisation ou la séparation de l'espèce humaine de la « nature » a lieu. Terres, animaux, plantes, etc., cessent d'être des « frères et sœurs » (totémisme) et deviennent des choses et des marchandises. Lorsque la « nature » elle-même devient une marchandise pour vendre et acheter, la base du processus-vie (Gaia) est menacée de destruction. La contradiction fondamentale, qui oppose aujourd'hui l'espèce humaine à la biosphère, apparaît.

J'ai développé ailleurs cette critique que je ne peux poursuivre ici.

Mais c'est parce que c'est au nom de la science économique que des prescriptions à nos sociétés africaines pour leur « développement » sont faites, qu'il vaille la peine d'examiner à fond ses présuppositions théoriques et surtout historiques. Pendant qu'en Europe on souffrait de la faim de la force de travail, considérée comme un élément stratégique de la production, les Européens sont allés en Afrique pour organiser systématiquement l'aliénation de la force africaine de travail du processus de production, en faveur de l'Europe. Cette différence inaugurale semble avoir marqué les économies africaines.

L'espace ne nous permet pas de poursuivre dans les détails cette question. Pour la RDC, à commencer avec la période inaugurale de l'État Indépendant du Congo, le fief Léopoldien, un seul problème domine la dynamique économique de cette formation sociale. C'est la persistance de l'appauvrissement des larges masses de la population. Aujourd'hui, on estime à 85 pour cent de la population congolaise qui vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Celle-ci est d'ailleurs, bien souvent, comprise comme une chose, au lieu d'un rapport de pouvoir : l'enrichissement des uns entraîne l'appauvrissement des autres.

L'expérience congolaise a montré qu'on ne peut pas organiser une économie sociale en dehors et contre les intérêts vitaux des masses de la population sans souffrir des crises économiques et politiques majeures,

dans le long terme. C'est pourquoi la RDC est une formation sociale en crise sans fin.

La « décolonisation » était l'ensemble des pratiques politiques et positions idéologiques par des colonialistes en vue d'accorder l'indépendance politique de telle manière que celle-ci soit en continuité dans le maintien des privilèges colonialistes dans le nouveau système. Il en est de même du « développement », c'était d'abord et avant tout un ensemble de pratiques politiques et économiques ainsi que de positions idéologiques par le monde occidental, monde développé, pour l'évolution des sociétés qu'il a toujours subjuguées pour la continuité de ses privilèges économiques. La mission civilisatrice a été le point inaugural de cette démarche, fondamentalement de charité, qui, comme on le dit, bien ordonnée commence toujours par soi-même. Cela a commencé comme par hasard, par le refus des compensations aux esclaves affranchis, mais accordés aux esclavagistes. Ce dont nos pays ont grandement besoin c'est un processus d'autodéveloppement par les peuples eux-mêmes. Cela devra mettre au centre la dignité de la vie de celui qui s'autodéveloppe. Est-ce étonnant si les formations sociales, anciennement subjuguées et qui ont amorcé un décollage, l'ont fait suite à une période de rupture avec celles qui les subjuguèrent ? Pourquoi, en effet, les peuples africains doivent-ils prendre au sérieux les promesses de développement émanant du monde occidental (et même arabe) si celui-ci a toujours refusé les réparations pour les dégâts de l'esclavage capitaliste, le pillage colonial des ressources africaines – plus particulièrement les génocides, comme l'holocauste Léopoldien – et les compensations aux anciens esclaves et les descendants de ceux-ci ? N'est-ce pas une indication de manque d'estime de soi que de continuer, comme le font les Africains, de confier son destin aux mains de ceux qui, plusieurs fois dans le passé, n'ont pas respecté ce destin ? Pour le décollage de l'Afrique, ne faut-il pas d'abord arrêter en priorité le saignement de l'Afrique et corriger l'anémie par une infusion d'un sang nouveau constitué des réparations par ceux qui avaient dévasté l'Afrique ?

Le développement, qui doit être endogène, ne peut être poursuivi que consciemment, il ne peut pas être laissé aux mains des autres. Les institutions de Bretton Woods, qui ne sont ni intéressées ni capables d'organiser le développement endogène des autres, se sont données l'initiative de s'occuper du développement des autres. Cela, à cause de la carence, de la part des dirigeants de nos pays, de vision et d'objectif clair autour desquels mobiliser les énergies des gens. Avec la libéralisation –

l'ultralibéralisme –, les économies africaines sont abandonnées aux manipulations des capitalistes rattachés aux entreprises transnationales et aux criminels économiques qui se lancent dans le blanchiment d'argent, le trafic de drogues, etc.

Dans la situation présente, le développement en Afrique doit être conçu dans une perspective d'une pensée puissante qui émergera sur la base d'un grand mouvement de promotion de la liberté de la pensée. Cette pensée devra reprendre, comme enracinement, toutes les pensées critiques du vaste mouvement de refus historique de toute pensée unique et de toute conception linéaire de l'histoire, c'est-à-dire les pensées de toutes les tentatives de sortie des suppositions millénaires sur lesquelles on a construit notre exécrable monde.

Pour le moment, la crise de la société africaine tourne autour de l'incapacité d'un traitement approprié du rapport entre la ville et la campagne rurale. En RDC, par exemple, c'est à la campagne rurale qu'habite la majorité de la population. Mais, jusqu'à 85 pour cent du budget national restent à Kinshasa.

Du point de vue mondial, au moins cinq modèles historiques de traitement de la grande différence, ville/campagne rurale sont connus : la révolution bourgeoise anglaise avait traité cette question par des « enclosures des terres » renvoyant sur la ville des paysans expropriés qui avaient formé la « réserve industrielle » régularisée plus tard par des lois contre le vagabondage ; la révolution bourgeoise française avait distribué des lopins de terre aux paysans qui devinrent des petits producteurs agricoles indépendants, plus ou moins protégés par l'Etat ; la révolution bourgeoise américaine avait entraîné l'extermination des populations mésoaméricaines remplacées, sur des terres par des fermiers capitalistes ; la révolution bolcheviste avait institué un programme de l'électrification de la campagne comme moyen technique de traiter cette grande différence ; et enfin, le modèle chinois basé sur la révolutionnarisation des paysans. Ces modèles sont effectivement complexes, je simplifie à l'extrême pour faciliter l'argumentation. Pour ce qui nous concerne, le problème n'est ni entièrement technique, ni économique et donc pas celui du « développement rural », mais politique. Il s'agit du contrôle de l'Etat : comment rendre effectif le poids réel des campagnes rurales sur la modification des modalités de fonctionnement de l'Etat ? Une alliance particulière entre des classes sociales urbaines et rurales peut bien servir d'un soubassement social, mais, il faut quand même une intellectualité politique qui doit être articulée, touchant à la

vision du développement que le pays se donne et au rôle accordé à l'agriculture. Sans cette modification, en faveur des campagnes rurales, la crise économique, due au fait de la négligence de la majorité de la population dans la répartition des ressources, n'aura pas de solution. En dehors de cette modification, le développement endogène n'est pas possible. Les villes sont facilement intégrées dans le système du consumérisme satisfait par l'insertion dans le « marché mondial ».

Si comme le dit l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide (2000), le fait de s'impliquer ou de refuser de s'impliquer dans la mondialisation, c'est choisir entre la mort et la mort (on y est déjà drainé avant qu'on y pense) le traitement correct de la grande différence, ville/campagne, peut servir d'appui pour faire un forçage spirituel qui pourrait seul permettre à notre peuple de tracer une voie médiane entre les deux choix mortifères. Alors qu'en Amérique latine, les gens s'organisent et réussissent de casser des « latifundias », chez-nous, malheureusement, on est en train de les instituer.

Jusqu'aujourd'hui, comme nous avons vu, la dynamique centrale de l'économie congolaise c'est le pillage. Il faut transformer cette économie de pillage en une économie organisée pour satisfaire prioritairement les besoins fondamentaux de la majorité de la population congolaise. Très brièvement, l'économie congolaise devra être organisée autour de trois éléments fondamentaux :

- 1) la population (force stratégique essentielle) ;
- 2) l'agriculture et les ressources hydrauliques et énergétiques ;
- 3) les ressources minières, touristiques et écologiques devront servir à financer la mise en place des infrastructures essentielles.

Grâce à celles-ci, pourra se former un marché intérieur dynamique.

Il faudra que le système d'accumulation soit dominé par une articulation fondamentale reliant la production des biens de production et la production des biens de consommation de masses. L'irrégularité de la disponibilité des pièces de rechange (pour les équipements de fourniture d'eau ou d'électricité - Inga, par exemple) est devenue un goulot d'étranglement important de l'économie. Le lien entre l'exportation et l'importation des biens de luxe devra être relégué au second plan, sans pour autant minimiser l'aspect de la coopération économique régionale. Les dirigeants régionaux devront s'accorder à relaxer la circulation des biens et des personnes dans la région - il faudra se passer des visas.

Si la production des biens ne garde pas son ampleur rayonnante, même le développement culturel, dans son ensemble, en souffrira. Et sans ce développement, le redressement, si pas le renversement, de la tendance d'extraversion de la dynamique « développementaliste ou plutôt sous-développementaliste », en place depuis la traite négrière, ne sera pas possible. En l'absence d'un développement plus ou moins autocentré ou intraverti, la capacité du peuple congolais d'exercer sa souveraineté – la volonté de bien planifier sa vie (pensée et existence) – sur l'ensemble des questions essentielles de l'intérêt national congolais en souffrirait terriblement.

Dans un sens, et en dernière instance, l'extraversion pillarde est la base matérielle de l'usurpation du pouvoir par la minorité contrôlée et dirigée par des forces extérieures. Ceci ne veut pas dire que l'économie ne sera pas ouverte : elle devra être, comme ailleurs, un marché régulé. L'ouverture au marché mondial ne devra pas se traduire en la marginalisation extrême des intérêts de la majorité de la population.

Alors que la famine menace, la RDC qui a 40 pour cent de son sol fertile ne cultive que moins de 10 pour cent et jusqu'ici il n'existe aucun programme fondamental de développement agricole. Il n'existe même pas un vrai code de l'agriculture semblable au code minier, par exemple, et la première proposition de loi organisant cet important secteur venait d'être soumise au Parlement actuel.

En résumé, je pense que l'économie du Congo de demain, pour sortir de la problématique de la seule extraction des ressources naturelles, devra s'articuler autour de trois secteurs fondamentaux : la population, l'agriculture et l'énergie hydro-électrique. Le développement du capital humain constitue la plaque tournante stratégique. Le secteur minier, qui fait que l'économie continue d'être focalisée sur l'extraction dont la rente ne bénéficie qu'une infime minorité des Congolais, doit servir de source d'apport pour le développement rapide des infrastructures. L'intégration physique, base de l'intégration nationale, dépend de ce développement. Tout cela repose sur la nécessité d'une construction d'un Etat digne capable d'éradiquer l'impunité qui entretient tous les criminels nationaux et internationaux du pillage des ressources nationales, l'épine dorsale de la corruption.

La question de l'identité culturelle

La question culturelle concerne la prise de conscience des Africains de leur position dans un monde, pendant longtemps, qui les domine et les

garde plus ou moins dans une situation de grande humiliation. C'est une question de l'utilisation positive des traditions culturelles africaines, comme matériaux de construction de l'avenir libéré de l'Afrique. C'est une question, de la part des Africains, d'arriver à une indépendance de l'esprit qui doit orienter leur créativité culturelle. Il n'est pas facile, dans l'état d'hybridité ou d'aliénation culturelle de vraiment innover. C'est une question de « révolution culturelle », de façonner un monde meilleur sur la base de ses anciennes traditions et des visites aux autres cultures du monde. On ne peut pas vivre en faux Européen, faux Américain, faux Asiatique, etc., en Afrique et être à l'aise dans sa peau. Il faut vivre Africain et visiter les autres traditions culturelles du monde en Africain ; c'est sur cette base qu'il faut faire des emprunts nécessaires des autres traditions, des corrections de certains éléments devenus caduques de ses traditions et de faire ses contributions dans le monde.

L'échec relatif des colonialismes c'est le fait qu'on voulait construire des sociétés africaines en faisant presque table rase des traditions culturelles et, sous prétexte de civilisation déclarée universelle, sur les préjugés culturels occidentaux ou autres. Même les traditions et coutumes africaines, quand elles étaient utilisées, étaient réinterprétées suivant les valeurs non africaines. En grande partie, c'est cela qui fait du facteur tribal une question difficile en Afrique. Les luttes qui ont donné naissance aux traditions culturelles dites tribales ne sont jamais comprises dans leur contexte historique.

Alors que la lutte anticoloniale, comme nous avons vu, s'inspirait d'un recours aux sources culturelles traditionnelles, celles surtout des résistances contre la traite négrière, l'esclavage et le colonialisme classique, l'Etat postcolonial, aux mains des descendants des évolués, se donne une politique culturelle qui ressemble à celle de l'Etat colonial. La hiérarchie coloniale des langues est maintenue : la langue coloniale, déclarée officielle, trône à son sommet et les langues congolaises, par exemple, reléguées au second plan, comme langues 'non officielles'. Parmi celles-ci certaines sont dites nationales et d'autres restent des 'dialectes'. Presque rien n'est fait pour développer les langues congolaises, alors qu'il existe une structure officielle pour faire jonction avec le mouvement de la « Francophonie ». Les expériences des locuteurs des langues reléguées presque à l'oubli sont de ce fait négligées.

L'hybridité reste en place : les enfants vivent dans deux mondes presque séparés suivant les langues utilisées - à l'école, à la maison et dans la rue. La langue coloniale est le médium de l'instruction, mais, ceux, qui

maîtrisent cette langue – le parler et l’écrit –, ne dépassent pas 15 pour cent de la population. Même ceux qui terminent le premier cycle universitaire, pour la plupart, ne maîtrisent pas cette langue. Sans qu’il y ait une vraie politique culturelle, on ne peut pas avoir des bons résultats de l’éducation. De plus en plus on forme une « élite » qui ne se sent confortable dans aucune culture. Beaucoup ne maîtrisent ni la langue maternelle ni la langue « officielle ». C’est peut-être cela qui fait que les gens ne semblent pas avoir l’estime de soi-même.

Les constitutions chantent la diversité culturelle comme un fait positif ; mais aucune vraie politique pour utiliser cette richesse pour la formation de la conscience multinationale. Le nationalisme, en Afrique, est souvent étatique et sans contenu culturel spécifique. Les consciences francophone, anglophone, lusophone ou espagnole, ne semblent s’arrêter qu’au niveau d’une minorité d’élites. Nous sommes pour un multilinguisme africain. Nous pensons que la culture de plusieurs langues donne naissance à une conscience africaine plus enracinée. Le choix, en termes d’identité, ne peut être réduit à celui entre un repli dans la tribu et la rupture d’avec elle. Il faut un enracinement culturel (des racines) et des ailes pour visiter d’autres cultures. Nous avons examiné en détails cette question ailleurs. (Mbongi a Nsi no.1) (Depelchin 2001).

La culture peut se définir par la production et la consommation des œuvres de l’esprit et, comme celles des produits matériels, cette production et cette consommation se trouvent, en permanence, caractérisées par les rapports sociaux fondamentaux qui constituent la société existante (Fougeyrollas 1980:247-265). Les rapports sociaux fondamentaux restent dominés par les rapports impérialistes et néocolonialistes, c’est-à-dire pour nos pays, surtout les héritages culturels coloniaux et l’hégémonisme culturel américain (*l’American way of life*). Il est vrai, comme dit Frantz Fanon, la culture africaine sera forgée par les luttes des peuples africains, et pas autour des chansons, poèmes ou folklore. Ce sont ces luttes, en effet, qui amènent les gens à avoir recours aux chansons, poèmes ou folklore produits dans le passé à travers des luttes similaires. Nous savons que l’achèvement de la politique des luttes de libération nationale, en Afrique, a fait que les cultures tribales prennent l’ascendance dans la formation des consciences. De même l’achèvement, même l’échec, de la politique prolétarienne dans les pays impérialistes a eu un impact négatif sur le contenu des œuvres de l’esprit.

Les rapports d’esprit, ceux des faits culturels existants, ceux du savoir et ceux des loisirs déterminent l’identité culturelle des Africains.

La recherche d'un leadership visionnaire

L'Afrique a produit des grandes figures, avec un certain rayonnement dans le monde, dans plusieurs domaines d'activités humaines : dans la culture (musique, religion), dans les sciences, dans la politique, etc. Mais, l'état où se trouve l'Afrique aujourd'hui, l'impact de ces figures n'a pas apporté grand' chose.

Après avoir étudié les 50 dernières années des indépendances des pays africains, Martin Meredith (2005:686-687) a conclu :

At the core of the crisis is the failure of African leaders to provide effective government. Few countries have experienced wise and competent leadership...for the most part, Africa has suffered grievously at the hands of its Big Men and its ruling elites. Their preoccupation above all, has been to hold power for the purpose of self-enrichment. The patrimonial systems they have used to sustain themselves in power have drained away a huge proportion of state resources. They have commandeered further riches by acting as 'gatekeepers' for foreign companies. Much of the wealth they have acquired has been squandered on luxury living or stashed away in foreign banks accounts and foreign investments.

Au centre de la crise c'est l'échec des dirigeants africains de promouvoir un gouvernement efficace. Peu de pays ont eu une expérience d'un leadership sage et compétent...dans la plupart des cas, l'Afrique a souffert terriblement des mains de ses Grands Hommes et des élites régnautes. La préoccupation de ceux-ci a été de garder le pouvoir avec l'objectif de s'enrichir. Les systèmes patrimoniaux qu'ils ont utilisés pour se maintenir au pouvoir ont fait couler une grande proportion des ressources de l'Etat. Ils ont confisqué d'autres richesses, comme gardiens, des compagnies étrangères. La majeure partie de la richesse acquise a été dépensée sur une vie de luxe ou placée dans des comptes des banques étrangères et des investissements étrangers.

Dans la plupart des cas, le leadership africain a été plus destructeur que constructif. Au lieu de mobiliser les énergies des peuples africains pour la construction de l'Afrique, il a volé ces peuples et a beaucoup contribué à retarder et sous-développer l'Afrique. On a eu, certes, de leaders clairvoyants comme Nelson Mandela, Julius Nyerere, Kwame N'Krumah, etc. Mais ces genres des leaders n'ont pas été nombreux. Des générations à venir vont continuer de vivre les conséquences des passages des leaders comme Mobutu, Idi Amin, J-B Bokasa en Afrique. Les 32 années de pouvoir de Mobutu en RDC lui ont beaucoup coûté : l'état sinistré actuel du pays a été la conséquence.

Sous la direction de Julius Nyerere, la Tanzanie a pratiqué l'idée de Platon (dans *La République*) suivant laquelle le gardien de la communauté doit être soustrait des intérêts personnels ou de groupe pour éviter d'être corrompu. La Tanzanie s'était donné un code de leadership pour tous ceux qui servaient dans les institutions supérieures de l'Etat et du parti, TANU. Aucun de ces leaders ne devait être impliqué dans les affaires pendant qu'il/elle était dans ces institutions. En Afrique, en général, les leaders, à commencer par le sommet de l'Etat, sont mêlés dans des affaires. C'est cela aussi qui rend la corruption endémique, en Afrique.

Le leadership a concerné le fait d'avoir une *vision*, la discipline de travailler pour sa réalisation et la capacité d'entraîner les autres dans cette réalisation. La discipline implique aussi le fait d'être préparé à payer le prix pour ses profondes convictions. C'est d'avoir l'engagement d'être fidèle aux conséquences de la réalisation des prescriptions découlant de sa vision. C'est là aussi une expression de la volonté politique d'agir qui fait souvent défaut aux dirigeants africains.

Pour un pays, comme la RDC, la vision doit tenir compte de son histoire complexe des souffrances, sa position géostratégique en Afrique et dans le monde, l'évolution mondiale globale, ses richesses culturelles et spirituelles dans leur diversité, les ennemis potentiels et réels qui convoitent ses ressources, la centralité des forces humaines et les éléments futurs contenus dans le présent.

La première vision de la nation congolaise, dans sa formation même, était celle du mouvement de l'indépendance. Son leadership initial (dont les piliers étaient Simon Kimbangu, Joseph Kasa-Vubu et Patrice Emery Lumumba) avait réussi à en imprégner la population congolaise pour s'orienter vers l'effort pour l'indépendance. La discipline de travailler pour que cet effort arrive jusqu'à son terme était confrontée par la précipitation belge de la décolonisation qui a abouti à la proclamation de l'indépendance, le 30 juin 1960, avant que le leadership ait pu, par la lutte, acquérir la maturité et la capacité voulues pour entraîner toute la nation congolaise dans la réalisation des conditions d'existence de l'indépendance réelle. Pris de vitesse, le leadership visionnaire battait en retraite ou s'était ravisé et avait cédé sur sa fidélité à la vision.

Nous avons montré, ci-devant, que la politique des luttes de libération nationale de l'effort pour l'indépendance s'était achevée par les coups d'Etat et la vision pouvant imprégner toute la nation congolaise et la discipline de ce leadership pour actualiser cette vision ainsi que sa capacité d'entraîner toute la nation n'était plus au pouvoir. L'indépendance

était devenue « le remplacement, par des Congolais acceptables, des colonialistes dans l'Etat colonial, en voie de devenir postcolonial, sous condition de l'approbation par les puissances coloniales et impérialistes occidentales. Son leadership n'était plus celui qui était motivé par une fidélité à persévérer dans l'effort pour l'indépendance, mais, par celui de plaire à ces puissances.

Ce leadership aligné sur l'Occident, s'était donné pour éthique politique : « Si vous voulez devenir un dirigeant au Congo, faites vous aimer à, et accepter par Washington, Paris, Londres et Bruxelles ! » C'est la source profonde de son manque de légitimité, une des causes de l'instabilité politique et le recours par les dirigeants alignés au néocolonialisme aux antivaleurs, c'est-à-dire aux valeurs de re-asservissement, de re-soumission aux puissances coloniales, à la politique de l'arbitraire et de l'injustice. On dirigeait le pays « indépendant » comme si l'on était revenu à la colonie. Il est difficile de travailler avec conscience pour la réalisation d'une vision imposée par d'autres ; la capacité d'en imprégner sur les gens, dont la misère serait le résultat de l'aboutissement de cette réalisation, ne peut réussir. Le recours à la violence et l'arbitraire pour imposer sur le peuple ladite vision ne fait qu'aggraver l'illégitimité (Wamba dia Wamba, 7 juin 2005).

La contribution africaine à la recherche des alternatives mondiales

L'Afrique, par rapport au reste du monde, a toujours donné l'impression d'une domestique très influente dans une maison royale. Le roi ne peut pas se passer des considérations de sa domestique, mais il doit nier qu'il est sous son influence. Il est difficile d'imaginer ce que serait le monde d'aujourd'hui sans l'Afrique – même si ce n'est que pour servir d'étalon de comparaison avec les autres. Et pourtant, les contributions africaines à la construction du monde moderne sont rarement sollicitées ou reconnues et appréciées quand elles sont offertes. Les considérations mondiales de reconnaissance de la contribution de Nelson Mandela, par sa façon d'être même, ne semblent pas être comprises comme des prescriptions au monde d'aujourd'hui qui devrait modifier ses modalités de fonctionnement. Même ceux qui donnent un coup de chapeau à cela, ne sont pas fidèles aux conséquences de ces prescriptions.

D'autre part, pour des raisons de complexe d'infériorité ou le manque de l'estime de soi après avoir, pendant des millénaires, été humiliés, les

Africains hésitent d'affirmer haut leurs idées de comment reconstruire ce monde pour qu'il soit celui de solidarité et qui mette en avant non pas l'argent mais l'« humain ». Même les timides élaborations du « socialisme africain, etc. » n'ont pas été poursuivies avec conviction, originalité et authenticité. Les expériences d'*Ujamaa* étaient abandonnées sans qu'on en fasse même un vrai bilan populaire. Ceci explique aussi la timidité qu'on constate dans l'affirmation de ses droits : L'Afrique a participé à la construction de l'Occident, jusque dans ses guerres dites mondiales pour la défense, comme on dit, de la « liberté », mais, ses exigences d'égal traitement sont regardées avec suspicion de la part des Occidentaux. Face à tous les cataclysmes subis (de la traite négrière, l'esclavage Atlantique, le colonialisme et le néocolonialisme, le pillage effréné des ressources, etc.), l'Afrique ne serait-elle pas en droit de réclamer, revendiquer des réparations ? A L'Etat Indépendant du Congo, jusqu'à 12 millions de Congolais étaient massacrés pour l'enrichissement du roi Léopold II ; il n'y a eu ni demande de pardon officiel ni réparations.

La dynamique de la vie est diversifiée et localement spécifique ; chaque expérience a une valeur d'école. Contre la conception linéaire de l'histoire, chaque culture, résumée d'une expérience de vie spécifique, renferme des vérités utiles à l'humanité. Face à ce qui se présente comme une crise mondiale de la civilisation capitaliste, les cultures africaines, grâce à leurs expériences de vie, peuvent fournir des matériaux pour reconstruire cette civilisation. Y a-t-il eu, dans ce monde, une partie de l'humanité qui ait plus souffert que les Africains ? Cette expérience n'a-t-elle pas produit des enseignements utiles à la saisie réaliste du monde ?

L'éthique, sous le capitalisme, qui domine est une éthique de l'enfant, une concurrence effrénée entre enfants, celle de Cain qui a avait répondu, après avoir tué son frère, à la question de Dieu, « Où est ton frère ? », en ces termes, « Suis-je le gardien de mon frère ? » Si Dieu demandait aujourd'hui concernant les Africains aux Occidentaux : « Où sont vos frères et sœurs africains et pourquoi sont-ils misérables ? » ne répondraient-ils pas comme Cain ?

Très brièvement, je vais parler de la pensée de Simon Kimbangu qui formule une conception africaine, plus ou moins, de la mondialisation. Il y a, en effet, dans la pensée de Simon Kimbangu (entre autres, son dernier discours, prononcé le 10 septembre 1921 à Mbanza Nsanda), une conception dynamique de la renaissance africaine : il s'agit de la réunification de la famille africaine après la libération (politique et spirituelle)

du Congo, de l'Afrique et des descendants des esclaves noirs qui sont éparpillés partout dans le monde ainsi que *leur retour en Afrique*. C'est la renaissance africaine comme une réhabilitation de la « race noire, la plus humiliée de l'humanité » et donc la fin de refus de l'humanité à cette « race ». L'aspect du retour en Afrique des descendants des esclaves noirs introduit une conception africaine de la mondialisation capable de réorganiser le monde de façon plus humaine. Lorsqu'on regarde ce qui s'est passé dans le Moyen Orient après la création de l'Etat d'Israël, on peut s'imaginer ce que peut entraîner la création d'un Etat panafricain réunissant la famille africaine.

En ligne avec cette pensée s'est développé, en RDC, un mouvement d'affranchissement des Africains (Wamba dia Wamba, 12 octobre 2005). C'est un mouvement qui vise à la construction de la société morale suivant les principes suivants :

- 1) rechercher à ce que le Congolais ait la conscience et la connaissance de sa propre valeur et l'estime de soi ;
- 2) relancer et renforcer la santé de la vitalité spirituelles du Congolais ternies par les héritages de la traite négrière, l'esclavage Atlantique et Arabisant, l'holocauste Léopoldien, le colonialisme, la dictature Mobutiste, très marquée par le fétichisme et la spiritualité négative, les guerres insensées, etc., qui ont forcé le Congolais à s'accommoder à toutes sortes d'anti-valeurs pour survivre ;
- 3) rechercher les repères spirituels à travers notre histoire : les mouvements de réveil spirituel, les exemples des profils de courage, etc. ;
- 4) rehausser la spiritualité positive au sein du peuple congolais, par exemple, en renforçant la solidarité avec tous les enfants dispersés de la Famille africaine ;
- 5) organiser les cérémonies nationales de repentance, de réconciliation, de réhabilitation (du parent spirituel : Simon Kimbangu, par exemple) ;
- 6) créer le mouvement d'affranchissement des noirs pour soutenir le mouvement de réparation de l'humanité souillée à partir de la traite négrière et les esclavages capitalistes ; et
- 7) organiser le rachat symbolique pour des filles et fils en captivité qui les désirent.

En 2004, un Noir originaire d'Antigua, de nationalité Britannique, et qui, dans son enfance à Antigua, recevait des visions de Simon Kimbangu, était venu en RDC pour une cérémonie de rachat. J'étais présent à la cérémonie et c'était très mouvant. D'autres descendants des esclaves sont programmés pour l'année prochaine. Il est difficile de dire, à cette étape, comment va se terminer ce mouvement. A Nkamba (le quartier général de l'Eglise Kimbanguiste), des constructions importantes se font pour recevoir jusqu'à 500 descendants des esclaves. Même si les anciennes nations esclavagistes, comme la France, ont pris l'initiative de déclarer l'esclavage un crime contre l'humanité et consacré un jour de l'année pour la commémoration, tant que l'affranchissement total ne se fait pas suivant les indications mentionnées ci-devant, la réhabilitation de la « race noire » restera à faire. Il faut quand même tirer les conséquences de l'acceptation de l'idée que l'esclavage est un crime contre l'humanité jusqu'au bout. La fidélité à ces conséquences devrait aboutir aux réparations (tant spirituelles que matérielles).